

Pulp truth

Numéro 22 • juin/juillet 2009



Veillez copier Pulp Truth recto et verso et faire appel aux équipes de suivi, aux délégués syndicaux ou au réseau d'intervention rapide pour le distribuer en dehors des heures de travail. Veillez à en laisser des copies dans les réfectoires, les salles de repos, etc. Nous voulons savoir ce qui se passe sur votre lieu de travail. Envoyez vos informations à lbaker@usw.org

Reprises de négociations contractuelles en juillet

Si la date de réouverture pour votre section locale ne figure pas sur cette liste, veuillez contacter Lynne Baker, rédactrice de *Pulp Truth*, à lbaker@usw.org. Elle ajoutera votre contrat à la liste. (La date de reprise n'est pas la date d'expiration.)

Xpedex, Houston, TX, 2 juillet 2009
Allstate Paper, Newark, NJ, 2 juillet 2009
Capitol Box, North Bergen, NJ, 2 juillet 2009
FiberMark, Inc., Brattleboro, VT, 2 juillet 2009
Ahlstrom/Eaton-Kikeman, Mt. Holly Springs, PA, 2 juillet 2009
Graphic Packaging, West Monroe, LA, 2 juillet 2009
R & D Incorporated, Massillon, OH, 2 juillet 2009
Smurfit-Stone Cont., Florence, SC, 2 juillet 2009
Simpson Paper Co., Tacoma, WA, 2 juillet 2009

Schoeller Technical, Pulaski, NY, 3 juillet 2009
Temple-Inland, San Antonio, TX, 3 juillet 2009
Newark Group, Mobile, AL, 4 juillet 2009
P.C.A., Akron, OH, 8 juillet 2009
Huhtamaki Company, Waterville, ME, 11 juillet 2009
Cascades Boxboard Group, Versailles, CT, 12 juillet 2009
Cascades Tissue Group, Pittston, PA, 13 juillet 2009
Interface Solutions, Beaver Falls, NY, 16 juillet 2009
Smurfit-Stone Cont., West Point, VA, 17 juillet 2009
Roosevelt Paper, Mt. Laurel, PA, 21 juillet 2009
Temple-Inland, Santa Fe Springs, CA, 21 juillet 2009
FiberMark, Inc., Tuckerton, PA, 29 juillet 2009
Tekni-Plex Inc., Flemington, NJ, 31 juillet 2009

Reprises de négociations contractuelles en juin

Georgia-Pacific, Hawthorne, FL, 1^{er} juin 2009
Georgia-Pacific, Talladega, AL, 1^{er} juin 2009
P.C.A., Ackerman, MS, 1^{er} juin 2009
Pactiv Corporation, Plattsburgh, NY, 1^{er} juin 2009
Jackson Corrugated, Middletown, CT, 1^{er} juin 2009
Knowlton Specialty Paper, Watertown, NY, 1^{er} juin 2009
Tension Envelope Co., Ft. Worth, TX, 1^{er} juin 2009
Greif (Great Lakes Corr.), Toledo, OH, 1^{er} juin 2009
Smith Lustig Box Co., Cleveland, OH, 1^{er} juin 2009
Domtar-Eddy Specialty, Port Huron, MI, 1^{er} juin 2009
Smurfit-Stone Cont., Ontonagon, MI, 1^{er} juin 2009
Clearwater Paper, McGehee, AR, 1^{er} juin 2009
Erving Paper, Erving, MA, 2 juin 2009

Glatfelter Co., P.H., Chillicothe, OH, 2 juin 2009
Ahlstrom, West Carrollton, OH, 2 juin 2009
Temple-Inland, St. Anthony, IN, 2 juin 2009
International Paper, Kalamazoo, MI, 2 juin 2009
Temple-Inland, Monroeville, AL, 5 juin 2009
International Paper (WH), Lynchburg, VA, 12 juin 2009
Rock-Tenn, Eaton, IN, 12 juin 2009
Graphic Packaging, Charlotte, NC, 13 juin 2009
Sealed Air Corp, Paxinos, PA, 16 juin 2009
International Paper, Augusta, GA, 16 juin 2009
P.C.A., Winter Haven, FL, 17 juin 2009
P.C.A., Plymouth, MI, 27 juin 2009

Onze Conseils de l'USW se réuniront jusqu'en fin septembre

La première réunion du Conseil de Rock Tenn est prévue pour les 21 et 22 juillet à Iowa City ; 11 autres réunions étaient prévues jusqu'à la fin septembre, au moment de la mise sous presse.

Le Conseil de Boise-Cascade se réunit le 3 août à Pittsburgh pour discuter du traitement par la société des régimes de retraite à prestations déterminées.

Les membres des Conseils de SCA, Graphic Packaging, MeadWestvaco, NewPage, Sappi, Georgia-Pacific et International Paper se réuniront également le 4 août à Pittsburgh pour discuter de sujets tels que l'organisation et les négociations. Les résultats du sondage sur la sécurité dans le secteur papetier et le développement d'un Plan d'action commun seront présentés lors de chaque réunion. Certains conseils présenteront des exposés par leurs homologues d'UNITE, le syndicat partenaire de l'USW au Royaume-Uni.

Le mercredi 5 août les conseils se réuniront pour une session

conjointe. Le président Gerard fera le point de la situation actuelle. D'autres exposés auront lieu sur le climat économique actuel et l'état du secteur papetier aux États-Unis et au Royaume-Uni, ainsi que sur l'état d'avancement des travaux législatifs et des négociations dans le secteur papetier. Flambeau River présentera un exposé sur la technologie des biocarburants et la technologie « verte ». Tous les conseils rendront compte de leurs Plans d'action communs.

Les travailleurs du secteur papetier membres de l'USW partagent de nombreux employeurs avec le secteur Graphiques, Papier et Média (GPM) d'UNITE. Le jeudi 6 août verra une session entre plusieurs membres des deux syndicats pour renforcer la collaboration entre le secteur papetier d'USW et de GPM.

Le Conseil de Domtar tiendra une réunion du 1^{er} au 3 septembre dans les bureaux de l'USW à Nashville. Puis du 15 au 17 septembre, le Conseil de PCA se réunira également dans ces bureaux.

Un projet de loi propose de mettre fin au crédit d'impôt sur la liqueur noire

Le secteur papetier risque de perdre 2 milliards de dollars si le crédit d'impôt sur la liqueur noire prend fin dès la mi-août, selon un article de *Pulp & Paper Week*. Les sénateurs Max Baucus, démocrate du Montana, et Charles Grassley, républicain de l'Iowa, ont présenté le 11 juin un projet de loi qui frapperait d'inéligibilité tout carburant issu du traitement du papier ou de la pâte à papier.

M. Baucus reconnaît que le secteur papetier est en difficulté, mais il affirme que « les contribuables ne veulent pas voir un autre plan de renflouement se chiffrant à des milliards de dollars ». Il souligne que « ce crédit n'avait pas pour but de procurer aux sociétés un avantage par le biais d'un procédé qu'ils utilisent déjà depuis plusieurs décennies ».

Contrairement à un renflouement, ce crédit d'impôt pour le secteur papetier sert à générer davantage d'énergies renouvelables et à stimuler l'économie pour garder les emplois et créer de nouveaux emplois dans des régions et des petites villes majoritairement rurales à travers l'Amérique.

« Ce crédit d'impôt encourage les sociétés papetières à faire davantage usage de biocarburant et, dans le cas d'un producteur du Maine, Old Town Fuel & Fiber à Old Town, il permet à cette société d'ajouter la production de carburéacteur à celle de pâte à papier », explique Leo Gerad, président de l'USW. « Il sauve en outre des milliers d'emplois de la métallurgie et d'autres secteurs. »

Accroissement de l'activité économique

Des signes d'accroissement de l'activité économique et de création d'emplois grâce au crédit d'impôt sur la liqueur noire sont évidents dans la remise en service par Domtar de son usine de pâte Kraft de bois dur blanchie de Baileyville, dans le Maine. L'usine, fermée le 5 mars, a été remise en service le 22 juin, en partie grâce au crédit d'impôt. La sénatrice républicaine du Maine, Olympia Snowe, a joué un rôle important dans cette remise en service, car elle est en faveur du crédit d'impôt en tant que membre du Comité des finances du Sénat. Trois cent travailleurs ont retrouvé leur emploi.

« Ce crédit est controversé parce que personne n'avait conscience de la contribution massive du secteur papetier à l'intensification de l'usage des biocarburants », déclare Jon Geenen, vice-président de l'USW qui gère les relations du syndicat avec le secteur papetier.

« L'abrogation de cette loi n'est pas la solution. Nous estimons que le secteur papetier possède une expertise considérable qui pourrait servir de tremplin au développement de biocarburants de seconde génération. Nous estimons que le crédit d'impôt aide à concrétiser cette vision et que toute nouvelle législation devrait créer des incitations ciblées pour encourager ce comportement, non seulement dans les usines de pâte à papier chimique, mais dans tout le secteur papetier », ajoute-t-il.

Le crédit d'impôt dont bénéficie le secteur papetier pourrait prendre fin à la mi-août si le Congrès et le Sénat adoptent le projet et si le Président Obama le signe. Selon la déclaration d'un analyste de Wall Street à *Pulp & Paper Week*, il est improbable que le Congrès adopte cette loi présentée individuellement, et l'abrogation du crédit d'impôt sera probablement attachée à une proposition de loi plus vaste.

L'administration Obama a réécrit la clause relative au carburant alternatif de manière à exclure le secteur papetier de la proposition de budget de l'exercice 2010, qui, en cas d'adoption par le Congrès, entrerait en vigueur au 1^{er} octobre.

Le représentant démocrate du Maine, Mike Michaud, ancien travailleur du secteur papetier et membre de notre syndicat, veille à ce que le crédit d'impôt ne soit pas éliminé pour le secteur papetier. Dans un communiqué de son bureau, il a affirmé vouloir continuer à militer pour l'adoption de son projet de crédit d'impôt pour les fabricants et les usines qui produisent de l'énergie à partir de la biomasse.

L'USW a déposé le 9 juillet des commentaires exprimant sa forte opposition au projet du Comité des finances du Sénat de mettre fin à l'éligibilité au crédit d'impôt sur les mélanges de carburant alternatif, sur la liqueur noire et sur tous les sous-produits des usines de papier. Vous pouvez lire ces commentaires sur www.usw.org. À titre individuel, des travailleurs des sections syndicales locales du secteur papetier ont envoyé des commentaires aux sénateurs Baucus et Grassley avant la date limite du 10 juillet.

Il est important de stopper ce projet de loi à la racine. Contactez vos sénateurs, le Président Obama et les membres du Comité des finances du Sénat qui représentent les états à forte densité dans le secteur papetier, notamment les sénatrices Stabenow, Snowe, Lincoln, Cantwell, etc. concernant la nécessité d'accorder un avantage à l'industrie pour son usage d'un carburant renouvelable dans la production d'énergie.

Membres du Comité des finances du Sénat

Démocrates :

Max Baucus, Montana
John D. Rockefeller IV, Virginie Occidentale
Kent Conrad, Dakota du Nord
Jeff Bingaman, Nouveau Mexique
John F. Kerry, Massachusetts
Blanche L. Lincoln, Arkansas
Ron Wyden, Oregon
Charles E. Schumer, New York
Debbie Stabenow, Michigan
Maria Cantwell, Washington
Bill Nelson, Floride
Robert Menendez, New Jersey
Thomas Carper, Delaware

Républicains :

Chuck Grassley, Iowa
Orrin G. Hatch, Utah
Olympia J. Snowe, Maine
Jon Kyl, Arizona
Jim Bunning, Kentucky
Mike Crapo, Idaho
Pat Roberts, Kansas
John Ensign, Nevada
Mike Enzi, Wyoming
John Cornyn, Texas

Veillez envoyer des informations pour le prochain numéro de Pulp Truth

Pulp Truth donne des nouvelles de l'ensemble du secteur papetier. Veuillez nous aider à en améliorer le rayonnement en envoyant une description des questions, des activités de mobilisation et des négociations contractuelles de votre section locale. Vous pouvez envoyer ces détails par courriel à Lynne Baker, rédactrice de *Pulp Truth* à lbaker@usw.org ou les adresser par la poste à Lynne Baker, USW, 3340 Perimeter Hill Drive, Nashville, TN 37211 É.-U.

Comment recevoir Pulp Truth

Si vous souhaitez recevoir votre propre exemplaire de *Pulp Truth*, veuillez adresser un courriel à Joyce Russotto, assistante administrative de Jon Geenen, vice-président d'International, à jussotto@usw.org et lui indiquer votre adresse courriel personnelle.

Une section syndicale locale du secteur papetier canadien a besoin de notre soutien

Les membres de la section locale 1-500 de l'USW à Brantford en Ontario sollicitent des lettres de soutien et de solidarité et si possible une aide financière dans le cadre d'une grève qu'ils mènent contre leur employeur ECP (Intertape Polymer Group Inc.) depuis près d'un an.

Les syndiqués, au nombre de 84, sont en grève depuis le 23 août 2008. Leur contrat a pris fin en février 2008. Aucune réunion n'est prévue et l'employeur refuse de revenir à la table des négociations tant que les travailleurs n'accepteront pas les réductions de salaire et d'avantages sociaux dépassant 25 %

ECP a présenté le 24 février 2009 une proposition finale qui réduisait les coûts de main-d'œuvre d'environ 25 %. Les syndiqués ont

rejeté la proposition lors d'un vote secret et le 11 mars 2009 la société a retiré la proposition finale.

Des briseurs de grève travaillent actuellement à l'usine, où la production est limitée, mais aucun membre de l'unité de négociation n'a franchi le piquet. Une partie de la production a été transférée vers des sites non syndiqués dans d'autres parties de la société.

Envoyez vos lettres de soutien et de solidarité ainsi que vos contributions au président de la section locale 1-500, Bruce Weber, à l'adresse suivante : 405 10th St., Hanover, Ontario, Canada, N4N 1P7. Vous pouvez également exprimer votre soutien par téléphone en appelant le (519) 364-2229.

Les travailleurs de MeadWestvaco à Covington ratifient un contrat sans précédent

Les membres de la section locale 8-675 de l'usine de MeadWestvaco à Covington, en Virginie, ont voté à 84 % en faveur d'un nouveau contrat de six ans comportant des gains importants dans un climat économique difficile.

« Je travaille à l'usine depuis 40 ans et c'est un excellent contrat, quel que soit le contexte, car tout le monde en a bénéficié », a déclaré Franklin Tucker, qui travaille au service de graissage.

Le nouvel accord prévoit 2 600 dollars de primes en espèces et plus de 16 % d'augmentations salariales générales sur les six années du contrat. Les augmentations salariales sont comparables à la moyenne des augmentations négociées cette année chez les manufacturiers.

Le coefficient multiplicateur des retraites à prestations déterminées est porté à 58 dollars par mois de chaque année de service, ce qui signifie qu'un employé partant en retraite après 30 années de service recevrait une prestation mensuelle d'environ 1 740 dollars, un record dans le secteur papetier.

Une nouvelle clinique de soins de santé gérée par le syndicat sera établie dans la région de Covington; elle aidera à contrôler les coûts pour les syndiqués.

L'accord couvre 900 employés horaires de production et de maintenance de MeadWestvaco.

L'USW a demandé au syndicat Covington Paperworkers Union

(CPU) de retirer sa plainte déposée auprès du National Labor Relations Board (NLRB) contre la société en juin pour avoir négocié avec l'USW, qui reste le seul représentant des travailleurs de Covington reconnu par le NLRB.

Le CPU n'a pas réussi à éliminer l'USW lors d'une élection de représentation en mars 2008. Bien que le CPU ait en principe remporté de quelques voix, le NLRB a conclu que le syndicat indépendant avait appliqué des pratiques déloyales de travail jusqu'à l'élection et a annulé le résultat. Le CPU a fait appel du jugement du NLRB, qui n'a toutefois pas encore décidé s'il recevra l'appel.

« Nous avons attendu un nouveau contrat pendant très longtemps en raison de la tentative de désaffiliation qui n'a fait que léser la collectivité et nos membres », a expliqué Glenn Allen Hinkle, syndiqué USW qui travaille à l'usine depuis 22 ans. « Avec le meilleur contrat que j'aie jamais vu, il est temps de mettre fin aux luttes intestines, de cesser de regarder derrière soi et de commencer à se tourner vers l'avenir. »

Les travailleurs de Covington travaillaient dans le cadre de l'ancien contrat, expiré depuis décembre 2006.

« Il est temps de se mettre au travail et de construire un syndicat plus fort », a déclaré Bobby Harrison, président de la section locale 8-675. « Il est temps de construire une collectivité plus forte, et surtout, il est temps de fabriquer du papier. »

Nouveau contrat de quatre ans à l'usine de Luke de NewPage

Les membres de la section locale 676 de l'usine de NewPage à Luke, dans le Maryland, ont ratifié un accord de quatre ans le 1^{er} juillet. Celui-ci prévoit des augmentations salariales de 2 % chaque année, une clause de protection de contrat et l'amélioration des retraites, de l'assurance-vie ainsi que des prestations d'assurance accident et maladie.

L'ancien contrat expirait le 1^{er} décembre. Le nouveau contrat, qui prendra fin le 1^{er} décembre 2012, couvre les travailleurs des secteurs de production et de maintenance mécanique. La section locale 676 représente environ 700 des 1 000 employés de l'usine.

Les termes de la clause d'obligation du successeur de l'ancien contrat, également appelée clause de protection de contrat, ont été conservés dans le nouveau contrat. Une clause de protection de contrat est essentielle pour les membres de la section locale en cette période incertaine de fusions, d'acquisitions et de ventes d'actifs dans le secteur papetier. Elle garantit que si votre usine est vendue, vous conserverez votre emploi et que votre contrat sera maintenu pendant sa durée de validité.

Si la section locale n'avait pas de clause de protection, en cas de vente de l'usine, les travailleurs de Luke devraient probablement refaire une demande pour reprendre leur emploi, et travailler dans les conditions imposées par le nouvel acheteur de l'usine. De nombreux nouveaux propriétaires ne veulent pas employer la main-d'œuvre existante ou avoir affaire à un syndicat.

L'accord de quatre ans place la date d'expiration du contrat de la section locale 676 près de la date stratégique des autres contrats de NewPage. Les contrats des sections locales NewPage 09, 94, 116, 187, 359 et 1306 expirent tous le 31 mars 2010. Les contrats des sections locales 900 et 680 expirent le 30 juin 2010. Le contrat de la section locale 21 a pris fin le 1^{er} juin 2008 et une offre était soumise à un vote par les membres au moment de la mise sous presse. Les dates des nouveaux contrats de ces sections locales sont proches de la date d'expiration de 2012 du contrat de Luke. Une section locale dispose de nouveaux moyens de négociation dès lors que les dates d'expiration des contrats sont proches.

Basée à Miamisburg, en Ohio, NewPage est l'entreprise de fabrication de papier couché la plus importante d'Amérique du Nord, de par sa capacité de production, et possède des usines dans le Kentucky, le Maine, le Maryland, le Michigan, le Minnesota, le Wisconsin et la Nouvelle-Écosse, au Canada.

La capacité de production annuelle totale de ces usines est d'environ 4,4 millions de tonnes de papier, dont environ 3,2 millions de tonnes de papier couché, environ 1 million de tonnes de papier non couché et environ 200 000 tonnes de papier spécial.

À ce jour, aucun contrat n'a été signé à l'usine d'Escanaba, dans le Michigan.

Les intérêts des travailleurs sont sauvegardés lors du dépôt de bilan de Caraustar

Caraustar Industries, Inc. a déposé une demande de protection au titre du *Chapter 11* du Code américain sur les faillites (U.S. Bankruptcy Code) le 31 mai; elle a annoncé le 1^{er} juin qu'un accord avait été conclu avec des créanciers obligataires pour restructurer sa dette et qu'elle lançait un plan de réorganisation pré-négocié. La société avait eu des difficultés à obtenir des fonds, les emprunts étant soumis à des contraintes sur les marchés du crédit. De ce fait, elle était incapable de satisfaire la majorité de ses obligations à long terme arrivées à échéance le 1^{er} juin.

La société réorganisée devait se reconstituer en une entité privée dont l'actionnaire dominant était Wayzata Investment Partners LLC. (Les lecteurs se souviendront sans doute que l'USW avait mené une campagne réussie contre Wayzata pour obtenir un premier contrat à Cascade Pacific Pulp, l'ancienne usine de Pope and Talbot en Oregon.)

L'USW a fait étudier la situation pas ses analystes de Wall Street et

son avocat interne spécialisé dans les cas de faillite. Les avocats du syndicat ont examiné le document de divulgation déposé avec le Plan de réorganisation (POR). Celui-ci prévoyait que les accords syndicaux, les programmes d'assurance des retraités et les régimes de retraite seraient pris en charge par la société réorganisée et seraient maintenus.

Heureusement, notre syndicat a communiqué très tôt avec Caraustar au sujet de la demande de protection contre les faillites, a négocié une prolongation d'un an pour les contrats en cours de discussion cette année, après avoir précédemment prouvé à Wayzata qu'il n'hésitait pas à lutter pour défendre les intérêts des travailleurs.

Caraustar est un fabricant intégré de carton 100 % recyclé et de produits en carton ondulé converti. L'USW représente les travailleurs des usines de la société à Tacoma, dans l'État de Washington; Cincinnati, en Ohio; Versailles, au Connecticut; Crossett, en Arkansas; Tama, en Iowa; Saginaw, au Michigan; Minerva, en Ohio et Oregon, en Ohio.

Fraser Paper dépose une demande de protection contre les faillites tandis que les dirigeants empochent des primes

Fraser Papers Inc. a déposé une demande de protection contre les faillites le 18 juin dans le cadre du *Chapter 15* du Code américain sur les faillites (U.S. Bankruptcy Code). La société déclarait rechercher une protection contre les créanciers pendant qu'elle se réorganisait, en raison de pertes continues subies par son exploitation, de la faible demande et des prix de vente insuffisants de la pâte à papier et du bois, de remboursements de dettes imminents et « d'obligations significatives de financement des pensions ».

Peter Gordon, le PDG a affirmé que bien que les activités papetières de la société demeurent profitables, particulièrement dans le secteur des emballages spéciaux et de l'impression, la faiblesse des marchés de la pâte à papier et du bois a épuisé les ressources de la société et a plus que masqué les progrès réalisés dans ses activités papetières.

Avant de déposer la demande de protection, les dirigeants de la société, Peter Gordon, Jeffrey Dutton, Glen McMillan et Bill Manzer n'ont eu aucune difficulté à s'octroyer des primes en 2008.

En règle générale, la société n'avait pas eu de bons résultats cette année-là. Les pertes déclarées par la société avant dépréciation et impôt sur le revenu se sont élevées à 12,6 millions de dollars au premier trimestre 2008 et à 11,8 millions de dollars durant la même période en 2009. La société a généré une perte, après intérêts, dépréciation et impôt sur le revenu de 16,7 millions de dollars, soit 0,33 dollar par action au premier trimestre de cette année, comparée à 19,1 millions de dollars, soit 0,44 dollar par action au premier trimestre 2008.

Fraser a été en difficulté durant les cinq dernières années. Le prix par action a chuté de 98,26 % entre le 19/7/04 et le 10/5/09. Les

travailleurs ont fait face aux difficultés de la situation. Au cours des cinq dernières années, les employés ont traversé des périodes :

- d'arrêt périodique de l'équipement et de licenciements en masse
- de mesures unilatérales pour réduire les effectifs, ce qui a obligé les employés à travailler plus dur et assumer la responsabilité d'un plus grand nombre d'opérations sans compensation supplémentaire
- de perte de régime de retraite pour les employés horaires
- d'augmentation des primes de soins de santé
- de changements dans les régimes de soins de santé réduisant les prestations pour divers services.

Le régime de retraite des employés horaires a été bloqué le 1^{er} janvier 2008 et les travailleurs n'ont conservé qu'un 401(k) comme véhicule de retraite future.

Les sections locales représentant les employés de l'usine de la société à Madawaska, dans le Maine négocieront un nouveau contrat cet automne. Il sera intéressant de voir si les dirigeants de Fraser demanderont davantage de concessions, après s'être accordé des primes.

Au moment de la mise sous presse, la société tentait d'obtenir une prolongation de trois mois pour sa restructuration sous surveillance judiciaire et un nouveau contrat était soumis au vote des travailleurs de son usine d'Edmundston au Canada. M. Gordon a déclaré aux travailleurs que s'ils ratifiaient la proposition de Fraser, l'usine de sulfite serait remise en service fin juillet.

La société avait proposé des concessions, notamment la diminution du nombre de travailleurs à l'usine et une réduction des prestations de retraite. Le syndicat des communications, de l'énergie et des travailleurs du secteur papetier représente les travailleurs.

Le magazine Investor prédit un excellent avenir pour Smurfit-Stone

Lorsque Smurfit-Stone s'est placée sous la protection du *Chapter 11* du Code américain sur les faillites (U.S. Bankruptcy Code) elle est devenue « Débiteur en possession » (DIP) c'est-à-dire qu'elle est en possession de ses actifs et continue à exploiter son entreprise. Un magazine intitulé *Institutional Investor* a affirmé que la société avait une bonne chance de survie car elle avait réussi à lever 750 millions de dollars en financement « débiteur en possession », un prêt utilisé pour maintenir les activités pendant la réorganisation de l'entreprise.

Selon le magazine, bien que la société ait des défis à relever, elle « pourrait être bénéficiaire lors de la reprise économique mondiale, à condition que les tribunaux réduisent ses 5,6 milliards de dettes au bout d'un an, lorsque le prêt DIP arrivera à échéance. Avec une part de marché de 18 % en Amérique du Nord, Smurfit dispose de la taille

et des moyens pour bénéficier du commerce des produits de base. »

Lors d'une faillite, le débiteur bénéficie d'une « période d'exclusivité » durant laquelle il est le seul autorisé à développer un « plan de réorganisation » qui constitue l'avant-projet de la méthode par laquelle la société remboursera ses créanciers et sortira de la procédure du *Chapter 11*. Le tribunal des faillites a accordé à Smurfit-Stone une période d'exclusivité qui durera jusqu'au 23 septembre 2009.

L'USW est l'un des sept membres désignés au Comité Smurfit-Stone officiel de créanciers non privilégiés que la société consulte sur l'administration du cas, qui enquête sur la conduite de la société et sa manière de mener ses activités, et participe à l'établissement du plan de réorganisation. La question clé est de savoir si le SSCC produira une nouvelle société ou si la société sera acquise par le biais de ce processus.

Wall Street est responsable de la faillite d'Erving Paper

L'entreprise familiale Erving Paper Mills Inc. à Erving, dans le Massachusetts, s'est placée sous la protection du *Chapter 11* contre les faillites en avril dernier, citant comme raison principale le fort déclin des marchés financiers, qui a mené à une chute de la valeur des fonds de retraite défrayés par l'entreprise. Ces fonds de retraite affichaient un déficit de 15 millions de dollars.

Les autres raisons citées étaient la hausse des prix de l'énergie, augmentant le coût des vieux papiers (la matière première des produits de l'usine), la faiblesse générale de l'économie et une concurrence

acharnée dans le secteur papetier.

La société a expliqué au moment de l'annonce de faillite que les opérations continueraient normalement et qu'il n'était nullement question de licencier les quelque 130 employés de l'usine.

Erving a ajouté qu'elle espérait sortir de cette situation d'ici la fin de 2009. L'usine convertit des vieux papiers pour produire du papier-linge entrant dans la fabrication de serviettes et de produits destinés au secteur des soins de santé.

Un rapport du gouvernement révèle que l'expansion par l'administration Bush du *Voluntary Protection Program* (programme de protection volontaire) de l'OSHA n'a pas amélioré la sécurité et la santé au travail

Une enquête menée par le Government Accountability Office (GAO) confirme ce que le syndicat et d'autres défenseurs de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail martèlent depuis des années, à savoir que la confiance accordée par l'administration Bush aux employeurs pour réglementer la santé et la sécurité dans leurs usines n'a pas amélioré la sécurité des travailleurs.

Le GAO a publié à la mi-juin un rapport montrant que sous l'administration Bush, le *Voluntary Protection Program* (VPP) n'avait pas de supervision adéquate, n'améliorait pas la sécurité des travailleurs et détournait des autres tâches des ressources limitées en personnel.

Le GAO estimait que l'OSHA ne veillait pas suffisamment à ce que seuls les sites dotés de programmes de sécurité exemplaires et n'affichant aucune violation des règles de sécurité soient qualifiés pour être dispensés des inspections de routine. Les sociétés participant au

VPP peuvent être dispensées des inspections de routine dans la mesure où elles fournissent la preuve qu'elles sont dotées d'un programme exemplaire de santé et de sécurité, qu'elles n'exercent aucune action coercitive et que leur taux d'accidents et de maladies se situe au-dessous de la moyenne de l'industrie.

Selon le rapport du GAO, 12 % des sites participant au programme affichaient un taux d'accidents et de maladies supérieur à ceux de l'industrie. Un site participant au programme a, par exemple, enregistré trois accidents mortels séparés sur une période de cinq ans.

L'OSHA a annoncé le 18 juin qu'elle lançait un examen et une évaluation complets du VPP. Le GAO a recommandé que l'OSHA renforce l'activité de supervision du programme, la documentation et d'autres aspects des opérations ainsi que leur impact, afin d'assurer une cohérence.

Prix de production de papier à partir de minéraux réduit de deux tiers

Les Chinois ont lancé un projet de production de papier à partir de calcite et de pierre de quartz. Le procédé consiste à broyer le minerai en fine poudre et à ajouter environ 20 % de résine pour créer le papier.

Le nouveau procédé ne consomme pas d'eau et la consommation d'énergie est de 35 % inférieure à la méthode conventionnelle de production de papier.

Le papier à base de calcite est deux tiers moins cher que le papier fabriqué par des techniques conventionnelles faisant appel à des fibres

telles que le bambou. Le procédé à base de minéraux peut servir à produire du papier couché ou du papier d'écriture.

La première phase du projet chinois s'achèvera fin 2009 et permettra la production de 100 000 tonnes de papier par an. L'objectif est de produire 200 000 tonnes par an d'ici 2010.

Les techniques de production de papier à base de calcite ne sont actuellement utilisées qu'au Japon et à Taïwan.

Actualités de l'industrie papetière

Le crédit d'impôt sur la liqueur noire est sans doute en partie responsable de la remise en service de **l'ancienne usine de papier de Tembec à St. Francisville, en Louisiane**. Le groupe PanAmerican Capital basé à New York a racheté l'usine en avril dernier et compte la remettre en service dès le mois de juillet. Les anciens travailleurs doivent déposer une demande d'emploi pour être rétablis dans leurs anciennes fonctions car Tembec a refusé d'inclure une clause de succession lors des négociations en 2004. La nouvelle société a affirmé ne pas avoir l'intention d'accepter le syndicat bien qu'elle reconnaisse les bonnes relations qu'entretenait l'USW avec Tembec.

Le plus grand producteur : en 2008, la Chine a produit pour la première fois la plus grande quantité de papier et de carton de tous les pays du monde avec une augmentation de 8,6 % de la production de 2008, soit 79,8 millions de tonnes en 2009.

Commencez à recycler dès maintenant. Les quantités de papier

recupéré sont en baisse, ce qui cause une augmentation des prix du papier récupéré malgré une demande moindre. L'offre peut être accrue en recyclant davantage de journaux, de papier de bureau, de carton, de courrier poubelle non financier et de boîtes. Si chacun prend l'habitude de recycler ces articles, cela pourrait générer davantage de papier récupéré pour nos usines de papier et pâte à papier.

Les travailleurs de l'usine de gypse de **Georgia Pacific** à Wheatfield, en Indiana, ont ratifié leur premier contrat. Ils avaient voté il y a deux ans en faveur de la représentation par le syndicat USW et GP avait bloqué les négociations et refusé de conclure un accord. Des accusations avaient été portées devant le bureau du travail contre la société pour mesures disciplinaires, licenciements et autres pratiques illégales. Les travailleurs ont toutefois gagné et ont pu bénéficier d'augmentations salariales de 2 % au cours de chaque année successive du contrat, ainsi que d'autres améliorations.